

Loi

du 13 décembre 2017

Entrée en vigueur :

01.01.2018

modifiant la loi sur les préfets

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu le message 2017-DIAF-37 du Conseil d'Etat du 31 octobre 2017;

Sur la proposition de cette autorité,

Décète :

Art. 1

La loi du 20 novembre 1975 sur les préfets (RSF 122.3.1) est modifiée comme il suit :

Art. 4 al. 3

Remplacer les mots « loi sur le statut du personnel de l'Etat » par « législation sur le personnel de l'Etat ».

Art. 5

Remplacer les mots « loi sur le statut du personnel de l'Etat » par « législation sur le personnel de l'Etat ».

Art. 6 al. 1 et 2

¹ Le préfet réside dans le district. Le Conseil d'Etat peut autoriser des dérogations temporaires à cette règle, à la condition qu'il n'en résulte aucun préjudice pour l'administration préfectorale.

² *Abrogé*

Art. 8 al. 2

Remplacer les mots « loi sur le statut du personnel de l'Etat » par « législation sur le personnel de l'Etat ».

Art. 10 titre médian et al. 1 et 2

Titre médian : ne concerne que le texte allemand.

¹ Sur la proposition du préfet, le Conseil d'Etat approuve l'engagement d'au moins un lieutenant de préfet par district et l'assermente.

² *Ne concerne que le texte allemand.*

Art. 10a (nouveau) Conférence des préfets

¹ La Conférence des préfets assure la concertation et la coordination entre préfetures. Elle transmet au Conseil d'Etat son règlement d'organisation pour approbation.

² Elle assure la coordination des procédures entre les préfetures afin que soit garanti un traitement efficace et efficient des affaires relevant de leur compétence. Elle formule, à l'intention du Conseil d'Etat, des propositions de décloisonnement, de synergie et de rationalisation des tâches ainsi que d'optimisation de l'utilisation des ressources mises à la disposition des préfetures.

³ Elle édicte au besoin les recommandations nécessaires à l'exercice coordonné de l'action publique dans les domaines relevant de la compétence préfectorale.

Art. 11 al. 1^{bis} (nouveau)

^{1bis} La Direction à laquelle sont rattachées les préfetures ¹⁾ peut déléguer au préfet des compétences en matière de gestion du personnel, conformément à la législation sur le personnel de l'Etat.

¹⁾ *Actuellement : Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts.*

Art. 21 Rapport

La Conférence des préfets adresse au Conseil d'Etat, chaque année jusqu'au 31 janvier, un rapport sur son activité et sur la situation dans les districts.

Art. 2

La loi du 17 octobre 2001 sur le personnel de l'Etat (RSF 122.70.1) est modifiée comme il suit :

Art. 8 al. 1 let. e

[¹ Le Conseil d'Etat exerce les attributions suivantes:]

- e) il approuve les délégations de compétences aux chef-fe-s de service ou aux préfets décidées par les Directions et les établissements en application de la présente loi ;

Art. 9 al. 3

³ Le conseiller d'Etat-Directeur ou la conseillère d'Etat-Directrice, ou le directeur ou la directrice d'établissement, peut déléguer à des unités d'état-major, à ses chef-fe-s de service ou aux préfets des attributions de la Direction, ou de l'établissement, en matière de gestion du personnel. L'approbation par le Conseil d'Etat selon l'article 8 al. 1 let. e est réservée.

Art. 3

¹ La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

² Elle est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Le Président :

B. BOSCHUNG

La Secrétaire générale :

M. HAYOZ